



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION du DEVELOPPEMENT DURABLE et des POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement

N° 2008.120

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.514-1, R. 512-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale, et notamment son article 30 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 15289 du 7 décembre 1992, modifié, en dernier lieu, le 18 octobre 2004, autorisant la Société DAUM à exploiter une installation de fabrication de pâte de verre à VANNES-LE-CHATEL et ALLAMPS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 3 octobre 2007 ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé ont été enfreintes (absence de captation et de traitement des émissions des pots du four à pots et non-respect des valeurs limites d'émission pour le flettagage) ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement (retombées de plomb dans l'environnement) ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

../...

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Champ de la mise en demeure

La Société DAUM, située sur le territoire des communes de VANNES-LE-CHATEL et ALLAMPS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé :

- pour le 31 mars 2008 : pour l'atelier de flettagage
- pour le 1^{er} octobre 2008 : pour le four à pots

Article 2 :

L'étude relative à la captation et au traitement des rejets du four à pots sera adressée à l'inspection des installations classées pour le 31 mars 2008 au plus tard.

Article 3 :

Faute pour la Société DAUM de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 4 :

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

Article 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL, M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la Société DAUM

et dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de VANNES-LE-CHATEL
- M. le Maire d'ALLAMPS

NANCY, le 22 FÉV 2008

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUGARD